

Négociations financières Etat-Communes
QUEL AVENIR ?



Assemblée générale extraordinaire

Mont-sur-Rolle 2 juillet 2013



Ordre du jour :

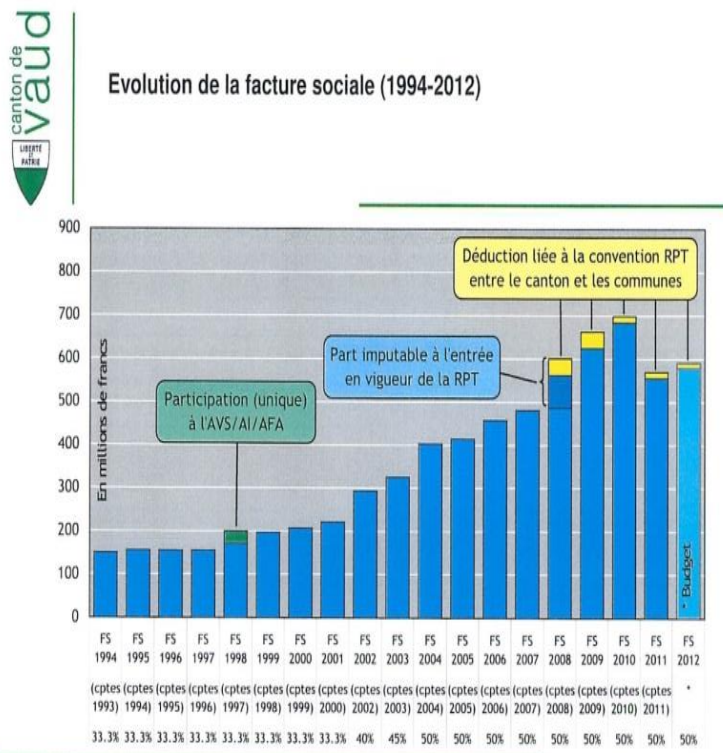
1. Bienvenue
2. Négociations sur les finances Etat – Communes
3. Prise de position sur les protocoles d'accords
 - 3.1 Protocole sur la police
 - 3.2 Protocole général sur les finances Canton - Communes
4. Divers



L'AdCV :

- 65 communes (20.4% des communes vaudoises)
- 12.5% de la population vaudoise
- 23.2 % de la part de la facture sociale communale

Rappel de la situation



Département de la Santé et de l'Action Sociale DSAS

2

- Participation depuis 2002 des communes au redressement des finances cantonales
- Le Canton présente d'excellents résultats 2012
- Détérioration des finances communales :
 - forte augmentation de la facture sociale
 - transferts de charges (routes, infrastructures, parascolaire)



Objectif initial : rééquilibrage des charges

- Répartition de la facture sociale 1/3 - 2/3
- Répartition de la facture des soins à domicile
- Révision de la facture policière
- Levée des moratoires sur les subventions des routes et des bâtiments classés

Récapitulatif des mesures proposées



					Fin de législature			
Mesures	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Economies effectives	32.0	44.3	43.8	41.0	38.5	36.2	34.0	32.0
Moindre augmentation de charges	2.5	2.5	5.0	18.7	33.1	45.4	58.4	71.9
Subventions escomptées	0.0	11.0	8.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Economies escomptées	0.0	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5
Autres interventions	0.0	9.6	11.6	13.8	16.0	16.0	16.0	16.0
TOTAL	34.5	73.9	74.9	90.0	104.1	114.1	124.9	136.4
Perte sur l'impôt sur les entreprises	-	-10.7	-11.4	-26.0	-26.0	-27.9	-29.8	-31.9

x.dd source: ETAT de VAUD / 24H

Négociations financières Etat-Communes
QUEL AVENIR ?

Facture sociale



Blocage jusqu'en 2020

D'ici 2020 :

diminution cumulée de **190,2 millions**

A comparer à

la progression cumulée de **1,355 milliard**

Facture sociale



Blocage jusqu'en 2020

Facture sociale (FS) pour **190,2 millions**

- **161,2 millions** progression de la croissance des charges
- **84 millions** abandon des 0.37 pts (soit 10.5 millions/an)
- **-55 millions** abandon du DRPTC en faveur du Canton

Le DRPTC du 2 octobre 2007 a été créé dans le but d'adapter les modalités de financement de la facture sociale pour tenir compte de l'accroissement des charges communales découlant de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008 de la réforme de la péréquation financière et de la réparation des tâches entre la confédération et les cantons (RPT).

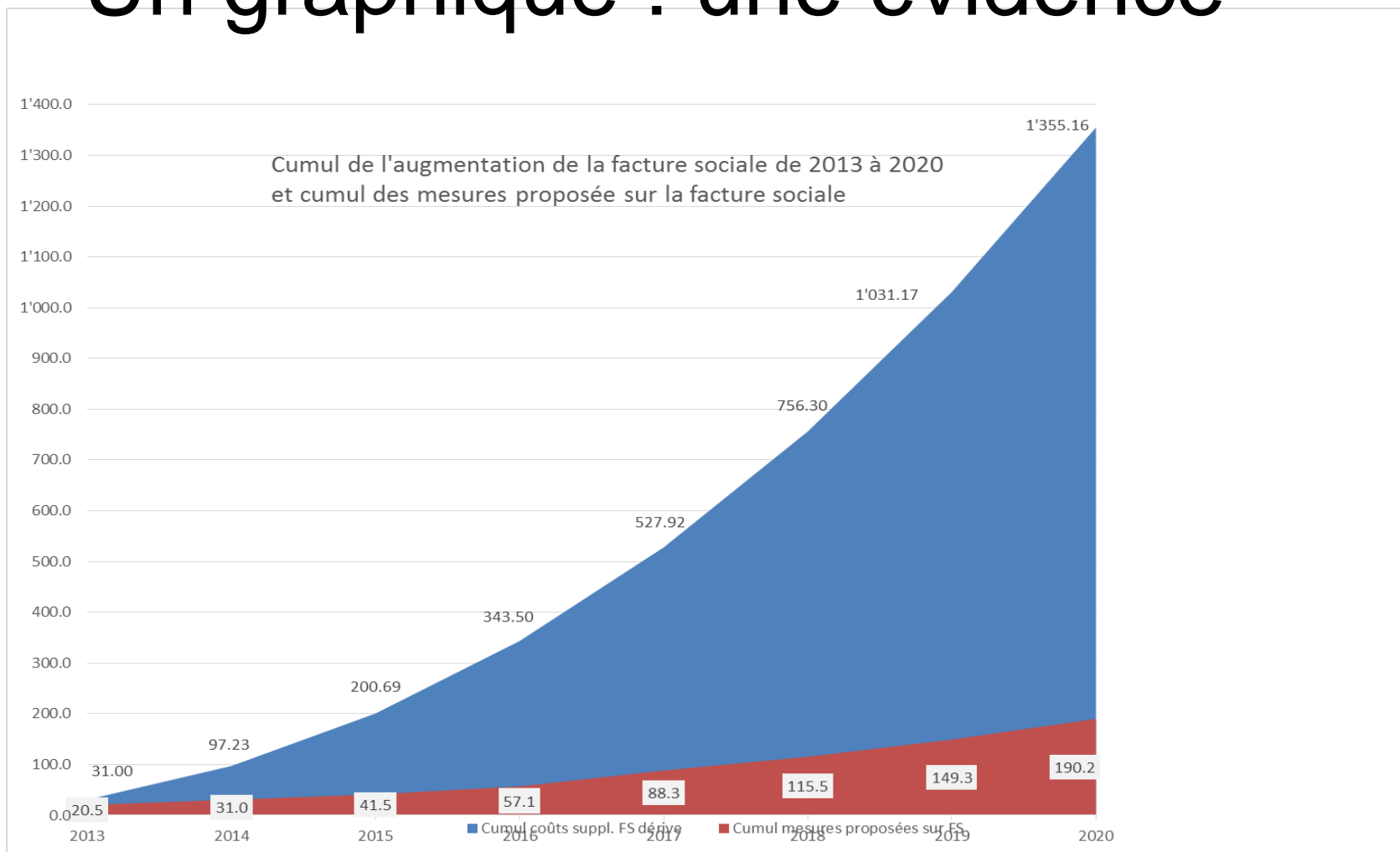
DRPTC



(Décret application de l'impact financier de la RPT sur les communes vaudoises)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Prévu initialement	10.9	10.9	10.9	10.9	10.9	25.0	25.0	25.0	129.5
Proposé	20.9	10.9	10.9	5.9	0.9	10.0	5.0	0	64.5
Gain de l'Etat	-10			5.0	10.0	15.0	20.0	25.0	65.0

Un graphique : une évidence



AVASAD



Blocage jusqu'en 2020

- **62,6 millions** coûts administratifs
 - **18,8 millions** progression de la croissance des charges
-
- Total: 80.4 millions** total des mesures négociées
- **193 millions** coûts résiduels (motion Grandjean)
 - **-162.1 millions** compensations pertes fiscales entreprise

A comparer à la progression cumulée de **235,7 millions**

Organisation policière



- Participation financière des communes :
 - 57,5 millions en faveur des communes jusqu'en 2020
 - limitation aux 440 EPT
 - 20% du montant, correspondant à 440 EPT à 211'400.- francs, sont à la charge du canton
- Indexation :
 - 1.5% annuel
- Suivi financier :
 - suivi annuel global du nombre de policiers affectés à la mission générale de police

Moratoire Routes



- Levée du moratoire sur les routes :
 - 29 millions jusqu'en 2020
- Préfinancement routier :
 - 40 millions jusqu'en 2020
 - à disposition des communes à faible capacité financière



Autres mesures

- Lamal PC AVS-AI (contentieux)
 - **5,6 millions** en faveur des communes jusqu'en 2020

- LAJE (Motion N. Gorrite)
 - **99 millions** jusqu'en 2020
 - **Rattrapage du financement cantonal pour la FAJE**

Normes



- Assouplissement des standards minimum
- Constructions scolaires :
 - 45 millions d'économie pour certaines communes
 - Ne correspond pas aux standards inter-cantonaux ni aux intentions d'Harmos et du PER

Motions parlementaires



- Motion Gorrite (LAJE)
- Motion Gorrite-Wehrli (Villes-centres)
- Motion Grandjean (charges résiduelles Avasad)
 - Compensation de la perte fiscale entreprises
- Motion Marendaz (routes)
 - Perte de financement des km en localité

Les motions sont de la compétence du Grand Conseil et doivent être traitées avec les députés

Propositions complémentaires

- Adaptation du plafonnement des aides dans le cadre de la péréquation
- Adaptation de l'écrêtage de la valeur du point d'impôt

ATTENTION ! Ne pas toucher à la péréquation !



Récapitulatif des résultats

					Fin de législature			
Mesures	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Economies effectives	32.0	44.3	43.8	41.0	38.5	36.2	34.0	32.0
Moindre augmentation de charges	2.5	2.5	5.0	18.7	33.1	45.4	58.4	71.9
Subventions escomptées	0.0	11.0	8.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Economies escomptées	0.0	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5	6.5
Autres interventions	0.0	9.6	11.6	13.8	16.0	16.0	16.0	16.0
TOTAL	34.5	73.9	74.9	90.0	104.1	114.1	124.9	136.4
Perte sur l'impôt sur les entreprises	-	10.7	11.4	26.0	26.0	27.9	29.8	31.9

x.dd source: ETAT de VAUD / 24H

Des mesures pour 752,8 millions ?



- 406,5 millions

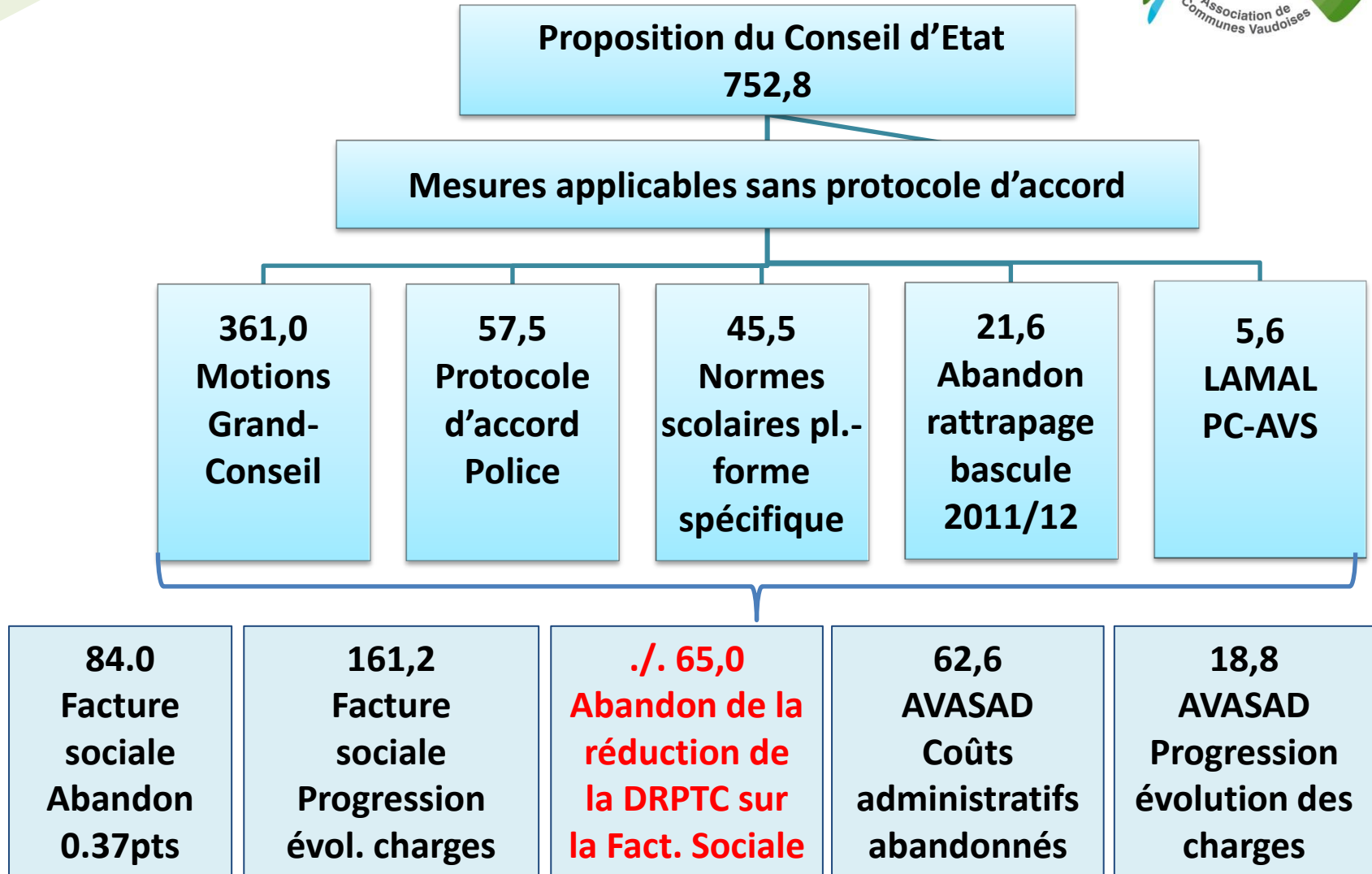
1. 193.0 Motion Grandjean (AVASAD)
3. 69.0 Subventions escomptées
4. 45.5 Economies escomptées
5. 99.0 Interventions périphériques

Mesures effectives 346,3 millions

1. 108.8 Solde des économies effectives
2. 237.5 Moindre augmentation de charges



Si l'accord est refusé ?



In fine



- **Le rééquilibrage n'est pas atteint** : les communes ne s'en sortiront pas avec le gain de 1 point d'impôt
- **Plus aucune négociation possible** jusqu'en 2020
- Les charges croissantes de la **facture sociale** restent le problème majeur
- Les communes ne veulent pas être le **percepteur de l'Etat**

Votes



- Protocole d'accord sur l'organisation policière
 - Questions
 - Discussion
 - Vote

- Protocole d'accord sur les finances canton-communes
 - Questions
 - Discussion
 - Vote